

LIGUE EUROPEENNE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE – LECE

Conférence - Commission Internationale Economique et Sociale - Bruxelles - 30/11/2017

La Sécurité et la Défense Européenne

Avant le Conseil Central de fin d'année à Bruxelles, la Commission Internationale Economique et Sociale de la LECE a organisé une conférence sur « la sécurité européenne et la défense ». Elle a rassemblé 35 membres de la Ligue pour débattre sur l'avenir de la sécurité et de la défense en Europe dans le contexte des initiatives récentes de l'Union Européenne pour développer une défense européenne intégrée. « Plus de progrès ont été faits au cours des dix derniers mois que dans les dix dernières années ¹ ».

Programme

1. Présentation détaillée du rapport d'un groupe de travail rassemblant les membres de deux associations françaises LECE-ARRI: «Propositions pour une sécurité et une défense européenne» par trois experts qui ont contribué au rapport :

- Mr Philippe Jurgensen, Ancien Président de l'ANVAR, Président de la Section Française et Président de la Commission Internationale Economique et Sociale de la LECE;
- Général Jacques Favin-Lévêque; Membre du bureau EuroDéfense - France;
- Mr. Jacques-André Troesch, Président de l'Association Réalités et Relations Internationales - ARRI.

2. Réactions par le colonel Jean Marsia, ancien professeur à l'Ecole Royale Royale Militaire et auteur du livre « La clef d'une défense européenne, celle des Etats-Unis d'Europe » (ASP, 2015).

3. Présentation sur le « Futur de la Défense Européenne » par Air Commodore John Maas, Direction de la gestion de crise et de la planification, Conseiller militaire principal, Service européen pour l'action extérieure.

4. Le point de vue de la Belgique sur les propositions existantes concernant la sécurité et la défense Européenne par l'ambassadeur François Cornet d'Elzius, représentant permanent de la Belgique au Comité politique et de sécurité de l'union Européenne (COPS).

Sujets clés - Sommaire exécutif

- Défense et sécurité: une priorité absolue et un nouveau chapitre pour l'UE
- Propositions pour une politique européenne de défense et de sécurité commune
- La coopération structurée permanente – (CSP ou PESCO)
- Que signifie une défense européenne commune pour l'industrie ?
- La clé d'une défense européenne, celle des États-Unis d'Europe?
- L'Europe peut-elle réduire sa fragmentation et se diriger vers une coordination systématique, voire l'intégration dans le domaine de la défense?

¹ HR & VP Federica Mogherini, Conférence annuelle Institut d'Etudes de Sécurité de L'Union Européenne, Bruxelles, 21 Juin 2017

Messages clés

Défense et sécurité: une priorité absolue et un nouveau chapitre pour l'UE

La défense est un sujet inhabituel pour la LECE, mais elle devient une question clé pour l'Europe. En outre, l'économie, la défense et la sécurité sont étroitement liées.

L'Europe est aujourd'hui confrontée à une multitude de défis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Pendant longtemps, la défense n'a pas été une priorité majeure au niveau de l'Union Européenne (époque d'après la « Guerre Froide », époque de paix). Les choses ont changé depuis une succession de crises et la multiplication de menaces après la crise financière, la crise des migrants, le terrorisme, et des changements géo-stratégiques récents dans la diplomatie américaine et suite à la crise politique avec le Brexit.

Un environnement sécurisé en Europe exige une Union européenne forte, capable de promouvoir la paix et de garantir la sécurité de ses États membres et de ses citoyens.

L'Europe doit jouer un rôle plus stratégique, mais peut-elle réduire sa fragmentation et aller vers une coordination plus systématique et peut-être même vers l'intégration dans le domaine de la défense? Que cela signifie-t-il pour le secteur économique et stratégique européen de la défense ?

Une série de mesures ambitieuse visant à renforcer la politique européenne de sécurité et de défense a été approuvée par le Conseil européen en décembre 2016, fondée sur trois éléments interdépendants :

1. La mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense;
2. Un plan d'action européen de défense (EDAP) avec de nouveaux outils financiers pour le développement de capacités et favoriser la coopération en matière de défense en faveur de l'industrie européenne et de l'innovation technologique;
3. Une série de propositions pour renforcer la coopération entre l'OTAN et l'UE, en ligne avec les déclarations du Sommet de Varsovie de juillet 2016.

Propositions pour une politique européenne de défense et de sécurité commune

Au début de l'année 2017, la section française de la LECE, en étroite collaboration avec son association partenaire ARRI (Association Réalités et Relations Internationales), a préparé une proposition pour une politique européenne de défense et de sécurité commune. Les deux associations ont réuni des experts, parmi leurs membres, en matière de défense, de l'industrie et du droit international afin:

1. D'identifier les nouvelles menaces qui pèsent sur les citoyens et l'économie européenne;
2. Apporter un cadre à la construction d'une politique de sécurité commune;
3. Suggérer un plan d'action vers une politique européenne commune de la défense.

Le rapport identifie et explique les principales menaces qui provoquent un nouveau sentiment d'insécurité parmi les citoyens de l'UE: problèmes d'immigration ; changements stratégiques dans les équilibres géopolitiques et déstabilisation du voisinage de l'UE (Afrique, Middle-East, ex-URSS...), risques d'agression militaire potentielle; terrorisme ; catastrophes naturelles (amplifiée par le changement climatique), Cyber et autres risques high-tech (drones, guerre spatiale,...).

S'appuyer exclusivement sur le « parapluie » américain devient de plus en plus dangereux et inapproprié, face à la grande variété de menaces d'un monde globalisé, des stratégies géopolitiques émergentes et des tendances isolationnistes fortes venant des États-Unis.

Le rapport suggère des propositions concrètes telles qu'une Agence Européenne de Sécurité et de Défense (pour élaborer des normes communes et préparer des équipes de solidarité ayant des capacités de réaction rapides pour aider les pays touchés); un « Corps Européen des Volontaires de la Paix » (pour redonner de l'élan à l'Europe dans l'esprit des jeunes en les mobilisant, pour un an, autour d'objectifs généreux et se donner de nouveaux moyens pour traiter les problèmes humains difficiles et intégrer les immigrants récents); un cadre institutionnel, une « Coopération Structurée Permanente – CSP ou PESCO » qui regroupe les pays qui veulent, ayant une capacité militaire et capables de prendre des décisions et de gérer les opérations.

Le rapport suggère également une solidarité financière avec 20 % du budget de la défense (à élever à 2 % du PIB) consacré à l'investissement et à un budget conjoint ciblé destiné à la R&D.

Cette idée a été concrétisée par le Fonds Européen de la Défense proposé par la Commission en juillet 2017. Le fonds comporte deux volets :

1. Recherche: financée par €90mn jusqu'à la fin de 2019, avec €25mn alloués pour 2017; et €500mn par an après 2020.
2. Développement et acquisitions: L'UE offrira sous forme de co-financement €500mn au total pour 2019 et 2020, au titre d'un programme de développement de l'industrie de la défense, puis € 1Mrd par an après 2020.

En collaboration avec les contributions des États membres pour financer des projets de développement commun, le Fonds pourrait générer un investissement total dans la recherche et le développement de €5.5Mrd après 2020.

Le 12 décembre 2017, les ministres de l'UE ont convenu d'un programme européen de développement industriel, un pilier clé du Fonds européen de défense.

La coopération structurée permanente – (CSP ou PESCO)

L'utilisation d'une CSP - PESCO (la coopération structurée permanente sur la sécurité et la défense) a été discutée à plusieurs reprises, mais les États membres n'ont pas été d'accord sur les critères et les modalités. La stratégie globale dans le domaine de la sécurité et de la défense de juin 2016 a relancé le débat sur les besoins d'une coopération structurée permanente en appelant les États membres à « faire pleinement usage du potentiel du traité de Lisbonne » pour « réveiller la belle endormie ». Les ministres de la Défense français et allemands ont pris cet appel dans leur document commun de septembre 2016 et ont plaidé en faveur d'un engagement volontaire, inclusif et ouvert, contraignant, pour des objectifs clairs et

des critères d'évaluation. En juin 2017, le Conseil européen a convenu de la nécessité de lancer une structure de coopération « inclusive et ambitieuse ».

Le 13 novembre 2017, les ministres des 23 Etats membres ont signé une notification conjointe sur le cadre institutionnel de coopération structurée permanente « PESCO » et l'ont remis au Conseil (qui l'a adopté le 11 décembre, avec 25 membres participants car l'Irlande et le Portugal ont décidé de rejoindre l'initiative début décembre).

Le CSP-PESCO² prévoit un approfondissement de la coopération en matière de défense au moyen d'engagements contraignants. Ce cadre permanent permettra aux États membres désireux de développer des capacités de défense conjointes, d'investir dans des projets partagés et d'améliorer la capacité opérationnelle et la contribution de leurs forces armées.

La mise en œuvre restera difficile et sera probablement progressive. De nombreux États membres sont loin d'allouer 20 % des dépenses de défense pour les achats d'équipement et de R&D. Il reste certaines questions sur la gouvernance, l'organisation et le fonctionnement opérationnel du CSP-PESCO. Néanmoins, “ Plus de progrès ont été faits au cours des dix derniers mois que dans les dix dernières années ”.

Que signifie une défense européenne commune pour l'industrie ?

La CSP-PESCO constitue à la fois un cadre permanent en vue d'une coopération plus étroite et un processus structuré visant à approfondir progressivement la coopération en matière de défense. Elle servira de moteur à l'intégration dans le domaine de la défense. La coopération renforcée permettra de réduire le nombre de systèmes d'armes différents en Europe, de renforcer la coopération opérationnelle et de favoriser le développement de l'industrie européenne de la défense.

L'industrie de la défense est d'une importance stratégique pour l'UE. En 2015, son chiffre d'affaires global a dépassé les €100Mrd (dont le secteur naval: €53Mrd; l'aéronautique militaire : €48.3Mrd). Le secteur employait 500.000 personnes directement et autour de 1.2 millions indirectement.

Malgré l'importance économique et stratégique des entreprises européennes, le secteur de la défense est relativement fragmenté et le marché est hétérogène. L'industrie doit faire face au handicap de trop nombreux systèmes d'armes: l'UE possède 178 systèmes d'armes différents contre 30 aux Etats-Unis; 17 pour les chars contre 1 aux Etats-Unis; 29 pour les destroyers contre 4 aux Etats-Unis; 20 pour les modèles d'avions contre 6 aux Etats-Unis.

La Commission a évalué la perte due au manque de coordination dans le secteur militaire entre €25 et €100Mrd.

L'industrie de la sécurité et de la défense est dominée par un petit nombre d'acteurs nationaux face à un marché intérieur de l'UE plus petit que ceux des autres grandes puissances. L'UE dépense moins de la moitié du budget de défense des États-Unis : €227bn contre €545Mrd.

² CSP Factsheet : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/35779/node/35779_fr

La CSP-PESCO répond à ces faiblesses en renforçant la coopération opérationnelle entre les Etats membres. La CSP-PESCO est conçue pour rendre la défense européenne plus efficace et produire davantage de résultats en renforçant la coordination et la collaboration dans les domaines des investissements, du renforcement des capacités et de la disponibilité opérationnelle.

La différence entre la CSP-PESCO et les autres formes de coopération est la nature contraignante des engagements pris par les États membres participants. Cependant, la participation reste volontaire et la décision restera entre les mains des membres participants.

La CSP-PESCO est étroitement liée à un examen annuel coordonné sur la défense (« CARD » par l'Agence Européenne de Défense - AED); le Fonds Européen de Défense (FED), qui est conçu dans le cadre du programme de développement industriel de la Défense.

CARD est un mécanisme pour les Etats membres qui contribuera à assurer la disponibilité des capacités prioritaires, en renforçant la transparence entre les plans respectifs de défense nationale.

FED renforcera les investissements nationaux dans la recherche et le développement de prototypes et l'acquisition d'équipements et de technologies de défense. Le budget pour 2018 est €32.5mn.

La mise en place de la CSP-PESCO peut s'avérer difficile dans le contexte du sommet de Newport en 2014 de l'OTAN et l'engagement des gouvernements à remplir les trois tâches fondamentales inscrites dans un « concept stratégique » : la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative. Proposé par l'Allemagne et adopté lors du sommet, le concept-nation-cadre est destiné à améliorer la coopération entre les États membres de l'OTAN. Ces derniers doivent assurer une meilleure coordination dans l'utilisation, l'acquisition d'équipements et la capacité des forces à long terme. Cet effort d'intégration des forces au niveau opérationnel devrait normalement ouvrir des perspectives de coopération industrielle, en particulier par une recherche d'une normalisation des armements et des achats groupés.

Malgré les progrès réalisés par la CSP - PESCO, la coopération industrielle dans le domaine de l'armement prendra beaucoup de temps avant que des réalisations substantielles ne soient tangibles. Elle dépendra de la volonté politique des gouvernements d'accepter une rationalisation des systèmes d'armement et donc une spécialisation de leurs entreprises nationales.

Bien sûr, la coopération dans la recherche et le développement est assez facile à mutualiser, et chaque pays peut avoir sa propre part. Mais comme la création d'une industrie de défense moderne et compétitive impliquera des choix qui auront des conséquences sociales, leurs coûts devraient être assumés au niveau européen. C'est le prix à payer si l'Europe veut maintenir sa part du marché mondial de l'armement face au pouvoir de l'industrie américaine et à la montée des industries russes et chinoises.

La clé d'une défense européenne, celle des États-Unis d'Europe?

Sans capacités militaires, les États membres de l'UE ne peuvent garantir notre sécurité. Pour la plupart, ils ont fait appel à l'OTAN, c'est-à-dire aux États-Unis, qui ont permis aux

Européens de réduire leurs efforts de défense de 2/3 par rapport à la fin de la guerre froide, mais ils s'élèvent encore à €200Mrd par an, soit 1 % du PIB. Ces moyens sont largement gaspillés, car ils sont principalement utilisés pour payer un million et demi de soldats dont seuls 80,000, ou environ 5%, sont mobilisables dans des opérations externes.

Les États-Unis consacrent 3% du PIB à la défense, €600Mrd par an; ils ont 980,000 soldats dont 187,700 sont déployés dans des opérations externes (19%). Les Russes ont un budget de \$60Mrd, 750.000 personnes moins bien équipées et formées, à l'exception des troupes d'élite, qu'ils n'hésitent pas à utiliser dans des offensives limitées comme la Géorgie, la Crimée, la Donbass ou la Syrie. La Chine a un budget de \$145Mrd et 2 millions d'hommes.

« L'Europe a besoin en particulier d'un Pentagone, en non pas 28 ! ». Elle doit s'appuyer sur la base industrielle et technologique du secteur européen de la défense. La réalisation progressive des États-Unis d'Europe permettrait de constituer en même temps des forces armées européennes efficaces. Selon le colonel Marsia, « Nous ne pouvons pas réaliser beaucoup sans arriver à une union politique ».

L'Europe peut-elle réduire sa fragmentation et se diriger vers une coordination systématique voire l'intégration dans le domaine de la défense?

Beaucoup de progrès ont été réalisés, mais la dynamique politique devra être traduite dans les faits dans les années à venir. L'industrie européenne est destinée aux exportations mais pas à la défense intérieure en Europe. La volonté de coopération et la capacité de coordination seront essentielles dans la mise en œuvre concrète de nouvelles politiques. Il sera difficile d'être ambitieux dans le cadre du CSP - PESCO avec 25 membres participants. Néanmoins, le paquet de défense-cadre CSP - PESCO est ambitieux et inclusif: il s'agit d'un degré considérable de souveraineté qui sera transféré, et les pays plus petits n'auront pas pleinement compris les contraintes et les conséquences.

Une approche plus stratégique est nécessaire à propos de la coopération entre les pays et les partenaires de l'UE tels que l'OTAN (notamment dans les domaines des « menaces hybrides » telles que cyber-attacks, terrorisme ou situations nécessitant un déploiement rapide de troupes ou de matériel).

La politique européenne de défense et de sécurité est une réussite majeure pour l'Europe. Un cadre européen de défense est beaucoup plus concret pour les citoyens de l'UE que les questions monétaires. La coopération et l'intégration dans le domaine de la défense et de la sécurité peuvent également stimuler une industrie stratégique en Europe.

Accès au rapport de LECE-ARRI et présentations ci-dessous par le site de la Ligue :

1. LECE – ARRI : « Propositions pour une sécurité et une défense européennes », 3 avril 2017
2. M. Philippe Jurgensen: « Propositions pour une politique européenne de défense et de sécurité » (ajouter un lien d'accès).
3. Général Jacques Favin-Lévêque: "Les propositions majeures du rapport LECE-ARRI" (ajouter un lien d'accès).
4. M. Jacques-André Troesch: "Toward a European defense Industry" (add access link).
5. Colonel Jean Marsia : « La clé d'une défense européenne, celle des Etats-Unis d'Europe » (ajouter un lien d'accès).

6. Air Commodore John D Maas: « The Future of European defense » (add access link).